



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale de Rouen-Dieppe
Équipe Territoriale

Arrêté du 19 JUIN 2023 mettant en demeure la société Bachelet-Bonnefond à Petit-Quevilly de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-7-I, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 modifié autorisant et réglementant les activités exercées par la société Bachelet-Bonnefond ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 23-035 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 26 juin 2023 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement.
- Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT

que la société Bachelet-Bonnefond a l'obligation de mettre en place un programme de surveillance des effluents aqueux ;

que ce programme nécessite de disposer d'équipements de prélèvement ;

que ces équipements doivent être adaptés au type d'effluents à mesurer et à leurs caractéristiques, et fournir des données représentatives de la pollution engendrée ;

que lors de la visite du 23 mai 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- l'absence d'appareils de prélèvement ;
- une mauvaise pratique d'échantillonnage ;
- l'absence de suivi métrologique des équipements ;
- l'absence de document décrivant les modalités de mesure et de mise en œuvre de son programme de surveillance.

que ces constats constituent un manquement aux dispositions des dispositions suivantes :

- l'article 51 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé spécifiant que les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives ;
- l'article 58.II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé spécifiant que pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure.
- l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 modifié susvisé spécifiant que l'exploitant décrit dans un document tenu à disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesure et de mise en œuvre de son programme de surveillance.

que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Bachelet-Bonnefond de respecter les prescriptions et dispositions des articles 51 et 58.II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé et de l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 modifié susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société Bachelet-Bonnefond, dont le siège social est situé au 12, rue de l'Ancienne Mare à Le-Petit-Quevilly (76140), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 51 et 58.II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé et de l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 modifié susvisé en réalisant les actions suivantes **sous un délai de 3 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté :

- l'installation d'un préleveur conforme aux normes en vigueur ;
- le respect des méthodes d'échantillonnage suivant les recommandations du fascicule FD T 90-523-2 ;
- le respect des méthodes de conservation des échantillons selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3 ;
- la réalisation des contrôles métrologiques prescrits par les normes en vigueur pour les appareils installés sur la chaîne de mesure ;
- la transmission à l'inspection des installations classées d'un document décrivant les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection.

Article 2 – Mesures conservatoires de fonctionnement jusqu'à régularisation

À titre conservatoire, il est imposé à l'exploitant les mesures conservatoires suivantes :

- mise en œuvre, **à compter de la notification du présent arrêté**, des moyens de mesure et prélèvement des rejets aqueux aux fréquences de surveillance imposées par l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 susvisé afin de permettre le contrôle du respect des valeurs limites d'émission et de s'assurer de la qualité des rejets ;
- transmission, **sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, à l'inspection des installations classées d'un document décrivant les modalités de mesures conservatoires prises pour mettre en œuvre son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

L'ensemble des éléments justifiant la mise en œuvre des mesures conservatoires est transmis à l'inspection des installations classées.

Article 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu aux mêmes articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-7-II du code de l'environnement.

Article 4

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Rouen.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible sur le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 5

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie du Petit-Quevilly pendant une durée minimale d'un mois.

Article 7

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune du Petit-Quevilly, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société Bachelet-Bonnefond.

Fait à ROUEN, le **19 JUL. 2023**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint


Aurélien DIOUF

